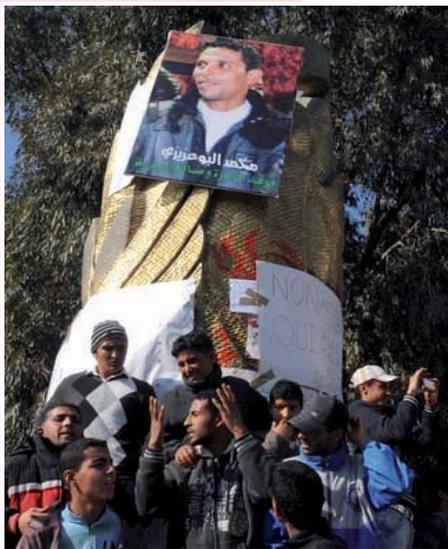


## Trente jours qui changèrent la Tunisie

Sidi Bouzid, chef-lieu de gouvernorat situé au centre-ouest du pays et ville de 50.000 habitants vécut un événement anodin qui se transformera en un véritable drame. Un jeune vendeur de légumes fut bousculé par des employés municipaux qui saisirent son matériel arguant du fait qu'il n'avait pas à s'installer dans le centre de la ville. Devant son refus et ses protestations, il fut giflé par une jeune femme membre de l'équipe municipale de contrôle. En désespoir de cause, il acheta un bidon d'essence et s'immola par le feu. Transféré à Tunis à l'hôpital des grands brûlés, le drame avait suscité une grande émotion dans sa région d'abord, puis dans l'ensemble de la Tunisie, à telle enseigne que le chef de l'Etat rendit visite au jeune vendeur à l'hôpital où il décédera quelques jours plus tard.



©AP Photo/Salah Habibi

Ce sacrifice de Bouazizi fut le point de départ d'une véritable protestation collective avec des manifestations organisées dans de nombreuses villes tunisiennes. D'abord dans les villes du centre ouest (Kasserine, Sidi Bouzid) puis dans celles du nord-ouest (le Kef, Thala etc.), ces manifestations se développèrent jusque dans les zones littorales à Sousse, Gabès, Bizerte, puis à Tunis. Cet embrasement de la population se transforma en un véritable soulèvement visant à travers les slogans, le chef de l'Etat. Ben Ali fut contraint à trois reprises de s'adresser à la population pour menacer et prendre des mesures à l'encontre de ce qu'il considérait comme des actions de déstabilisation. Ses menaces eurent un effet contraire, car les protestations et les manifestations se développèrent de plus belle sur l'ensemble du territoire. Entre-temps des informations

firent état de plusieurs morts dans différentes villes. Durant les deux premières semaines, les morts et les blessés étaient mis sur le compte des forces de police, puis il s'avéra que des tireurs d'élite (Snipers) étaient à l'origine des nombreux morts et blessés. Dans une ultime tentative de convaincre la population de mettre un terme aux manifestations, Ben Ali fit de nombreuses promesses comme celle de donner l'ordre aux forces de police de cesser les tirs à balles réelles, puis pathétique il promit d'appliquer la démocratie, ce qu'il n'avait jamais réalisé en 22 ans de règne, en répétant qu'il avait compris les demandes de la population et qu'il envisageait de créer 300.000 emplois en deux ans.

Ce *mea culpa* perçu par la population dans de nombreuses villes, encouragea les habitants à réclamer la démission de Ben Ali et à juger comme un signe de faiblesse ces pratiques maffieuses de sa belle famille. D'importantes manifestations dans les grandes villes (Sfax, Tunis, Sousse etc.) sonnèrent le glas du dictateur puisque la population tunisienne apprit sa fuite vers l'Arabie Saoudite le 14 janvier soit 3 semaines après la mort de Bouazizi, le jeune vendeur de légumes de Sidi-Bouzid. Le soulèvement de la population tunisienne s'est soldé par une centaine de morts et plus de 400 blessés. Plusieurs membres de la famille des Trabelsi et de Ben Ali furent arrêtés à l'aéroport et devront répondre devant la justice des actes délictueux qu'ils ont commis. En dépit de la fuite du dictateur et de l'arrestation des membres de sa famille, les snipers poursuivirent leurs assassinats durant cinq jours. L'armée en pourchassant les tireurs de la brigade présidentielle, parvint

à les mettre hors d'état de nuire et procéda à l'arrestation de près de 400 tireurs d'élites qui s'étaient repliés au palais de Carthage. Les manifestations et la mobilisation de la population, ainsi que la constitution des comités de quartiers ont contribué à mettre un terme à une dictature féroce, fondée sur le pillage des ressources du pays, et de multiples pratiques maffieuses. Ces résultats bien que rassurants, ne sont pas suffisants dans la mesure où le parti-Etat, le « rassemblement constitutionnel démocratique » n'a pas été dissout et, de ce fait, le gouvernement de transition, regroupe des ministres impliqués dans la mise à sac du pays. C'est pour cela que les manifestations se sont poursuivies réclamant la constitution d'un gouvernement, composé de membres qui n'ont pas été impliqués dans les affaires du dictateur. Cette exigence de la population a été satisfaite et la constitution d'un gouvernement de transition a été réalisée.

En outre, trois commissions chargées de redéfinir les modes de fonctionnement du gouvernement, et de réaliser des enquêtes approfondies sur les affaires de détournement et toutes les activités ayant contribué à détourner les deniers de l'Etat, furent constituées. En dépit de ces dispositions, un problème de taille, le corps de la police, qui totalise 120.000 membres soit trois fois les effectifs de l'armée tunisienne qui ne compte que 40.000 soldats et officiers, n'a pas été traité. Parce qu'elle a été le bras armé du dictateur, la police doit être restructurée et ses effectifs réduits afin de se prémunir de toute déconvenue.

**Morched CHABBI**  
Urbaniste, Tunis



© Zoubair Souissi - Reuters